



par Gérard Hawkins

INTRODUCTION

“**D**’une façon générale, le danger qui guette notre gouvernement réside dans les grandes discussions qui portent sur les intérêts du Sud et du Nord de notre continent. L’institution esclavagiste et ses conséquences constituent désormais le sujet prédominant des différents débats entre nos politiciens”.¹ C’est en ces termes que s’exprima le président James Madison² lors d’une convention nationale, en 1787. Il avait parfaitement compris que, depuis l’avènement de la République américaine, la polémique de l’esclavage constituait un obstacle majeur à l’unité politique du nouveau continent et une menace latente pour l’existence même de l’Union. Bien auparavant, les Pères Fondateurs de la nation américaine, c’est-à-dire ceux qui avaient élaboré sa constitution, s’étaient rendu compte de l’écueil que représentait ce sujet explosif pour la formation et le maintien d’une unité nationale. Ils avaient par conséquent sagement décidé d’exclure l’Institution particulière du débat politique et, à l’exception du commerce des esclaves africains, ils dénièrent au Congrès le pouvoir de trancher la question de l’esclavage.

¹ E. Forner, “Slavery and Politics” in “American Civil War” p. 85.

² Quatrième président des Etats-Unis, de 1809 à 1817.

Afin d'assurer au lecteur la bonne compréhension des événements qui aboutiront au "Kansas ensanglanté", une brève description du fonctionnement de l'Etat fédéral américain s'impose. C'est un système politique dont le gouvernement central partage certaines de ses compétences constitutionnelles tout en conservant un pouvoir unificateur et fort. Pour ceux qui sont peu familiarisés avec le fonctionnement d'un Etat de droit, traçons des parallèles entre nos institutions actuelles et celles qui régissaient et qui régissent encore les Etats-Unis. Le Congrès fédéral peut s'identifier à notre Parlement. Comme celui-ci, il s'articule sur les deux chambres qui constituent le pouvoir législatif.

Il y a d'abord la *House of Congress* (Chambre des représentants ou Chambre des députés ou Assemblée nationale). C'est à la Chambre des représentants du Congrès que se discutent et se votent les grandes options politiques et économiques de la nation. Un vote populaire non obligatoire élit ces représentants pour deux ans, au sein de leur Etat. Sur base de la Constitution de 1787, tous les citoyens mâles de race blanche et âgés de vingt et un ans ont le droit d'être électeurs. Toutefois, certains Etats peuvent exiger des conditions supplémentaires (délais de résidence, instruction, paiement de l'impôt, etc.).

La Chambre des représentants donne aux Etats un nombre de députés proportionnel à leur population. Un recensement décennal modifie régulièrement ces clés de répartition. Les délégués chargés de préparer la première Constitution américaine, en 1787, s'interrogèrent sur la question de savoir s'il fallait ou non inclure les esclaves dans le nombre de la population d'un Etat. Le Nord s'offusqua de cette question en arguant que si le Sud voulait davantage de représentants au Congrès, il n'avait qu'à émanciper ses Noirs et leur accorder le suffrage. Les deux tendances trouvèrent alors un compromis : les esclaves compteraient pour trois cinquièmes de leur nombre dans le compte des sièges attribués aux Etats usant de l'Institution particulière. C'était absurde, mais comme l'écrit André Maurois : "*tous les compromis le sont, étant destinés à calmer les passions, non à satisfaire les intelligences*".³

Il y a ensuite le Sénat que préside le vice-président pendant quatre ans, c'est du reste sa seule fonction tant que le président est en vie. Ce n'est pas la population d'un Etat mais sa Chambre des représentants qui choisit ses sénateurs. Quel que soit son nombre d'habitants, chaque Etat a le droit de désigner deux sénateurs au Congrès. Leur long terme de six ans s'exerce généralement sous plusieurs présidents parce que des élections renouvellent le tiers d'entre eux tous les deux ans. En tant que conseil du pouvoir exécutif, le Sénat possède seul la compétence de valider un traité négocié avec l'étranger, les nominations importantes auxquelles procède le président ainsi que certains types de lois définies par la Constitution. En résumé, le rôle du Sénat est de garantir la légalité d'une décision votée à la Chambre.

Des délégués nommés au scrutin au sein de chaque Etat constituent un collège national qui, à la majorité absolue, élit le président et lui confie le pouvoir exécutif pour un terme de quatre ans. Ces délégués constituent le collège des "grands électeurs" dont le mandat est impératif. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, la Chambre des représentants désigne le président et le Sénat le vice-président. Chef suprême de l'armée et de la marine, le président détient le droit de grâce, de sursis et de commutation de peine. Il peut conclure des traités, mais seulement si le Sénat l'y autorise. Après avis et consentement du Sénat, le président nomme ses ministres (secrétaires de département), les ambassadeurs, les consuls, les juges de la Cour suprême et les hauts fonctionnaires. Son droit de veto lui permet de suspendre le vote d'une loi sauf si celle-ci obtient la

³ A. Maurois, "*Histoire des Etats-Unis 1492-1828*", pp. 236-42.

majorité des deux tiers à la Chambre et au Sénat.

Quant à la Justice, elle se plaçait au-dessus de la majorité. Cette disposition garantissait à la minorité une réelle sauvegarde contre une minorité démagogique. Toutefois, le Congrès avait aussi le droit de créer des cours dans les Etats.

Cette description de la répartition des pouvoirs apparaîtrait très simple si le fonctionnement de chaque Etat ne reposait pas également sur un système bicaméral. Or, chaque Etat fonctionne également avec sa propre Chambre des représentants (*State House*) et son propre Sénat (*State Senate*). Lors de deux élections distinctes, la population d'un Etat élit d'une part, les représentants de leur Chambre locale (*State House*) et, d'autre part, ceux qui siégeront à la Chambre nationale des représentants (*House of Congress*). La désignation des sénateurs d'Etat (*State Senators*) suit une autre procédure car ils ne dépendent pas d'un suffrage populaire. Ce sont les membres de la Chambre des représentants d'un Etat (*State House*) qui élisent entre eux ceux qui deviendront des sénateurs locaux (*State Senators*) et des sénateurs au Congrès national. (Le nombre de représentants et de sénateurs locaux varie évidemment par Etat en fonction du nombre de sa population.⁴)

Il sera fréquemment question de "territoire" et d'"Etat" dans la suite de cet exposé. Il y a lieu de faire une claire distinction entre les deux. Le "territoire" américain était une subdivision administrative du domaine national qui, à la ressemblance des Etats, constituait une entité dont un acte du Congrès déterminait les frontières et le statut. Le "territoire" pouvait être organisé ou non. Dans le second cas, Washington désignait les fonctionnaires fédéraux qui le dirigeraient sans élection ni consultation populaire. C'était le cas du Kansas. Le gouvernement du "territoire" organisé était identique, dans sa forme, à celui d'un Etat, mais ne l'était pas dans ses pouvoirs. En effet, si les délégués territoriaux, élus par la population, avaient le droit d'informer le Congrès des revendications de leur région, ils ne possédaient pas celui de participer aux votes de la Chambre, comme les représentants des Etats constitués. Ainsi, si le statut de "territoire" ne privait celui-ci d'aucune facilité administrative ou judiciaire, il n'était pas libre de mener ses propres affaires lui-même. Le "territoire" américain correspondait en somme au statut d'un enfant mineur dont le tuteur, en l'occurrence Washington, surveillait l'émancipation, c'est-à-dire son admission au Congrès en tant qu'Etat à part entière. En général, un "territoire" ne devenait un Etat que s'il atteignait le nombre d'habitants fixé par le Congrès. Toutefois, des motifs politiques pouvaient influencer son admission si celle-ci était susceptible de renverser une majorité à la Chambre.

POLITIQUE ET ESCLAVAGE

Comme l'avait prédit Madison, les discussions, les discours, les débats et autres conventions commencèrent à se focaliser sur le problème empoisonné de l'esclavage, dès la fin du 18^e siècle. Les membres de la Convention constituante de 1787 n'avaient pas envisagé les partis politiques, mais ceux-ci apparurent avec l'expansion de l'électorat. Dès le début du 19^e siècle, deux factions, le Parti démocrate et le Parti whig, dominaient la scène politique des Etats-Unis. Leurs désaccords sur l'Institution particulière se transformèrent rapidement en des prises de position qui

⁴ J.A. Garraty, "The American Nation to 1877", pp. 148-50 ; B.A. Weisberger, "Encyclopedia of American History", pp. 272-73, 894-95.

s'envenimèrent puis se radicalisèrent. L'ampleur de ces querelles devint telle que les divergences d'opinion politique ne purent demeurer plus longtemps sous silence. En effet, en février 1819, James Tallmadge, le député new-yorkais à la Chambre, introduisit un amendement à la loi qui autorisait le territoire du Missouri à établir une constitution avant d'être admis comme Etat dans l'Union. Tallmadge préconisait d'interdire l'apport de nouveaux esclaves dans le Missouri et recommandait une émancipation graduelle de ceux qui y vivaient. Cette proposition fit l'effet d'une bombe qui ébranla l'Assemblée jusque dans ses fondements dans la mesure où la question de l'esclavage lui était ouvertement posée pour la toute première fois. Après de longs et tumultueux débats entre délégués du Nord et du Sud, la Chambre vota finalement en faveur de la motion, mais le Sénat refusa obstinément de se prononcer et l'ajournement du Congrès clôtura les débats. Ce n'est qu'en 1820 que cette affaire connut son dénouement grâce à l'habileté du président de la Chambre, Henry Clay, qui fit voter le "Compromis du Missouri". Ce dernier assurait l'admission du Missouri dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste. En revanche, il abolissait l'esclavage dans l'immense territoire cédé par la France lors du *Louisiana Purchase*⁵, c'est à dire au-delà de la latitude de 36°30'. Les dissensions qui étaient apparues au sein du gouvernement lors de l'élaboration de ce compromis avaient fait planer le spectre de la désunion et révélé que le terrain politique était miné. Les politiciens les plus perspicaces, tels que John Quincy Adams, Andrew Taylor, Martin Van Buren, l'architecte du Parti démocrate, ou encore Thomas Jefferson l'avaient bien compris. Ce dernier écrivit dans sa demeure de Monticello : *"Cette question capitale me réveilla et me remplit de terreur comme une boule de feu dans la nuit. Je vis tout de suite qu'elle sonnait le glas de l'Union. Elle est certes étouffée pour l'instant, mais ce n'est qu'un sursis, pas la sentence finale"*.⁶ Si le Compromis était parvenu à maintenir un fragile équilibre entre Etats libres et esclavagistes, en définitive, il ne réglait rien. Il eut néanmoins le mérite de calmer les esprits échauffés et, pendant les deux décennies à venir, de postposer "l'irréparable conflit" dû à l'Institution particulière.

Cette controverse ne cessa pourtant d'accroître les divergences politiques et économiques de la nation. Envieux des plantureux bénéfiques qu'amassaient les hommes d'affaires du Nord en commercialisant leurs récoltes de coton, les Sudistes imputaient la stagnation de leur propre région aux progrès du Nord. Quant aux Yankees, ils estimaient que l'esclavage que le Sud considérait comme un "un mal nécessaire" à sa survie, était entièrement responsable du retard économique dont il souffrait. Dès 1830, le fossé se creusa entre les uns et les autres. Dans le Nord, le sentiment abolitionniste gagnait en puissance, encouragé par le mouvement des *Free Soilers*⁷ qui s'opposait énergiquement à toute extension de l'esclavage aux territoires de l'Ouest. Pour les Sudistes, l'esclavage représentait un état de fait dont ils avaient hérité et dont ils ne se sentaient pas responsables. En fait, seule une minorité d'entre eux possédaient des esclaves. En effet, le recensement de 1860 ne fait apparaître que 46.274 planteurs dans l'ensemble des Etats esclavagistes.⁸ Etaient considérés comme planteurs ceux qui possédaient au moins vingt esclaves. Plus de la moitié de ces derniers travaillait dans des plantations. Certains agriculteurs indépendants, dont septante pour cent détenaient moins de quarante hectares, avaient aussi des esclaves, mais pas la plupart. C'était notamment le cas des

⁵ En 1803, les Etats-Unis achetèrent à la France, pour la modique somme de 15.000.000 \$, l'immense territoire de la Louisiane qui s'étendait du nord et de l'ouest du Mississippi jusqu'aux Montagnes Rocheuses.

⁶ E. Forner, "Slavery and Politics" in "American Civil War" p. 86.

⁷ Les partisans du sol libre.

⁸ Chiffre cité dans "Outline of American History : Sectional Conflict", Internet.

“pauvres Blancs” qui se situaient au bas de l’échelon de la société sudiste. On comprend pourquoi les planteurs qui possédaient la majorité des esclaves avaient intérêt à perpétuer cette institution. Paradoxalement, les agriculteurs libres et les “pauvres Blancs” la soutenaient tout autant car ils craignaient que les Noirs, s’ils étaient affranchis, leur disputent leurs terres. De plus, la présence des esclaves les rehaussait dans la hiérarchie sociale, et ils n’étaient pas enclins à abandonner de bon gré ce privilège.

Au début du 19^e siècle, le maître surveillait personnellement ses esclaves selon l’ancienne tradition patriarcale. L’introduction de cultures cotonnières à grande échelle dans le Sud profond incitait cependant le planteur à confier progressivement cette tâche à des régisseurs professionnels. Pour conserver leur emploi, ceux-ci exigeaient de leurs esclaves le meilleur rendement. L’esclavage était, par nature, un régime fondé sur la brutalité et la coercition. Les coups étaient fréquents et les membres d’une même famille étaient souvent séparés lors de leur vente aux enchères. En fin de compte, ce n’était pas le comportement des maîtres et des intendants qui suscitait les critiques les plus virulentes des antiesclavagistes, mais bien la violation du droit inaliénable de chaque être humain à la liberté. Sous la pression de l’opinion nordiste, les dirigeants politiques du Sud, les membres des professions libérales et la plus grande partie du clergé ne cherchèrent plus à se disculper mais, au contraire, ils se firent ouvertement les ardents défenseurs de l’Institution particulière. A titre d’exemple, citons les journalistes sudistes qui ressassaient dans leurs colonnes que les rapports de maître à esclave étaient plus humains dans un système esclavagiste que les relations de patron à salarié dans la société industrielle nordiste. Dans l’arène politique nationale, les Sudistes cherchaient principalement à sauvegarder et à promouvoir les intérêts du secteur cotonnier esclavagiste. L’invention par Eli Whitney de l’égreneuse mécanique ouvrit la voie à la culture massive du coton. Son expansion se révélait donc capitale car la monoculture épuisait rapidement les sols et exigeait de nouvelles terres fertiles. En outre, le Sud était convaincu qu’il lui fallait acquérir des territoires supplémentaires pour constituer d’autres Etats esclavagistes afin de contrebalancer l’admission de futurs Etats antiesclavagistes dans l’Union. Le *Free Soiler* nordiste, partisan de la liberté, voyait dans ces théories sudistes les bases d’une conspiration visant à développer l’esclavage. Durant les années 1830, les divergences engendrées par ces deux courants de pensée diamétralement opposés s’amplifièrent à un point tel que le débat politique ne put les ignorer plus longtemps.

Né de la guerre d’Indépendance, un premier mouvement antiesclavagiste avait remporté une victoire en 1808, lorsque le Congrès avait aboli la traite des esclaves avec l’Afrique. Par la suite, l’opposition fut largement dominée par les Quakers qui continuèrent de protester mais sans résultat, tandis que la demande d’esclaves ne cessait d’augmenter à la suite de l’expansion vers l’Ouest, tout particulièrement dans le delta du Mississippi. Le mouvement abolitionniste, qui fit son apparition au début des années 1830, se caractérisait par sa combativité et son intransigeance. Il demandait purement et simplement la suppression immédiate de l’esclavage. Ce courant trouva un leader en la personne de William Lloyd Garrison, un citoyen du Massachusetts, qui alliait l’héroïsme fanatique du martyr à la démagogie. Le 1^{er} janvier 1831, Garrison publiait le premier numéro de son journal, *The Liberator*, dans lequel il déclarait : “*Je lutterai avec acharnement pour l’affranchissement immédiat de tous nos esclaves. Sur ce point, je ne veux ni réfléchir, ni parler, ni écrire avec modération (...) Je suis déterminé, je ne tergiverserai pas, je ne chercherai pas*

d'excuses, je ne reculerai pas d'un pouce et ... je me ferai entendre !"⁹

Les méthodes à sensation utilisées par Garrison ouvrirent les yeux des Nordistes sur ce qu'il y avait de néfaste dans une institution qu'ils considéraient comme immuable. Garrison cherchait à dévoiler les aspects les plus répugnants de l'Institution particulière en fustigeant les propriétaires d'esclaves qu'il considérait comme des bourreaux et des trafiquants de vies humaines. Il ne reconnaissait aucun droit aux maîtres, n'acceptait aucun compromis et ne tolérait aucun atermoiement. D'autres abolitionnistes plus radicaux, tels que Gerrit Smith, considéraient qu'il fallait obtenir des réformes par des moyens plus draconiens. Garrison reçut le concours de voix puissantes, telles que celles de Theodore Parker, de Charles Burleigh, de Charles Remond ou encore de Frederick Douglass, un ancien esclave fugitif qui galvanisait le public nordiste en prêchant au nom de la société antiesclavagiste du Massachusetts et en écrivant des articles éloquentes dans l'hebdomadaire abolitionniste *The North Star*.

En 1852, la femme abolitionniste Harriet Beecher Stowe publiait "*La Case de l'Oncle Tom*", un roman inspiré de l'adoption de la loi sur les esclaves fugitifs. Entaché de sentimentalisme et d'une accumulation de clichés, le livre décrivait l'inhumanité de l'esclavage et révélait l'incompatibilité naturelle qui existait entre les sociétés favorables à cette institution et celles qui s'y montraient hostiles. Cet ouvrage bouleversa profondément la nouvelle génération d'électeurs du Nord. Diffusé à 300.000 exemplaires dès sa première année de parution, il inspira un immense enthousiasme à la cause antiesclavagiste car il faisait appel aux sentiments profonds de l'être humain qu'exploitaient les esclavagistes.

L'une des principales initiatives du mouvement abolitionniste consista à braver la *Anti-Fugitive Slave Law* de 1793 en aidant les esclaves fugitifs à trouver un asile dans le nord des Etats-Unis ou de l'autre côté de la frontière canadienne. A cette fin, dès les années 1830, il mit en place dans toutes les régions du Nord un réseau secret et complexe, appelé l'*Underground Railroad*.¹⁰ Ce dernier enregistra ses plus grands succès dans les anciens territoires du Nord-Ouest. Dans le seul Etat de l'Ohio, on estime à plus de 40.000 les esclaves qui, entre 1830 et 1860, recouvrèrent ainsi leur liberté. Le nombre de sociétés antiesclavagistes locales accrut à un rythme tel qu'en 1840, on en dénombrait environ 2.000 qui rassemblaient quelque 200.000 adhérents.

Malgré les efforts déployés par les militants abolitionnistes qui voulaient faire de l'esclavage un cas de conscience, une majorité de Nordistes se tint à l'écart de ces mouvements ou s'y opposa brutalement. En 1835 par exemple, une bande d'esclavagistes excités détruisit les livres antiesclavagistes consignés à la poste de Charleston, Caroline du Sud. Quand le receveur des postes déclara qu'il n'assurerait dorénavant plus la distribution d'un tel courrier, d'âpres controverses divisèrent le Congrès. En 1837, à Alton, Illinois, une foule déchaînée assassina le journaliste abolitionniste Elijah P. Lovejoy et détruisit son imprimerie.¹¹ Quand les abolitionnistes inondèrent leurs sénateurs et leurs représentants de pétitions exigeant l'interdiction de l'esclavage dans le district de Columbia, la Chambre adopta, en 1836, une règle destinée à reporter automatiquement tout débat sur ce type de requête, ce qui revenait carrément à les supprimer. Elle abrogea cette disposition en 1844.

⁹ D.G. Mathews, "I will be Heard" in "American Civil War" p. 61.

¹⁰ Le "*Underground Railroad*" ou "*chemin de fer souterrain*" était un réseau secret que les abolitionnistes avaient créé en réponse à la "*Anti-Fugitive Slave Law*" de 1793, qui contraignait, sous peine d'amende, tout citoyen à renvoyer à leur maître un ou des esclaves fugitifs. Le nombre d'esclaves qui trouvèrent la liberté grâce à ce réseau oscille entre 50.000 et 100.000.

¹¹ Cet incident constitua un tournant dans la vie de John Brown car c'est à partir de ce moment-là qu'il décida de vouer son existence exclusivement à la cause abolitionniste.

En 1836, Sam Houston et ses Texans anéantissaient l'armée mexicaine à la bataille de San Jacinto, assurant ainsi l'indépendance du Texas. Pendant près d'une décennie, ce territoire demeura une république autonome avant de devenir, en 1845, le 28^e Etat de l'Union. Bien que le Mexique eût rompu ses relations avec les Etats-Unis lors de l'indépendance du Texas, la question litigieuse des frontières du nouvel Etat restait en suspens. Le Texas réclamait toutes les terres situées au nord du Rio Grande. Le Mexique rétorquait que la ligne de démarcation passait bien plus au nord, le long de la Nueces River. Entre-temps, les pionniers affluèrent dans les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie et nombreux étaient les Américains qui proclamaient que le *Manifest Destiny* ou la destinée manifeste des Etats-Unis était de s'étendre vers l'Ouest, jusqu'à l'océan Pacifique.

Le gouvernement américain s'efforça d'acheter aux Mexicains les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, mais en vain. En mars 1847, les forces fédérales commandées par le général Winfield Scott débarquèrent sur la côte orientale du Mexique pour entrer victorieuses à Mexico City quelque temps plus tard. Washington négocia alors le traité de Guadalupe Hidalgo par lequel le Mexique lui céda le sud-ouest des Etats-Unis et la Californie pour la bagatelle de 15.000.000 \$. Ce conflit entraîna un nouveau clivage sur la scène politique nationale car les Whigs abolitionnistes dénoncèrent l'expansionnisme du gouvernement démocrate du président James Polk. A la fin de la guerre, la superficie des Etats-Unis s'était accrue de 1.360.000 km², qui englobaient les territoires de l'Arizona, du Nevada, de la Californie, de l'Utah, et une bonne partie du Nouveau-Mexique, du Colorado et du Wyoming. Ce gain territorial était également un cadeau empoisonné car il raviva la querelle sur la question la plus explosive de la politique américaine : les nouveaux territoires devaient-ils admettre, ou non, l'esclavage ?

David Wilmot, un jeune congressiste de Pennsylvanie avait, en 1846, naïvement tenté de résoudre ce délicat dilemme lorsqu'il introduisit à la Chambre une motion qui proposait que l'esclavage soit exclu de tout territoire qui serait acquis à l'issue de la guerre avec le Mexique.¹² Son intention était avant tout de dénoncer la connivence entre les Sudistes et le gouvernement démocrate de Polk. Les Whigs du Nord et les Démocrates qui détestaient le président se joignirent aux abolitionnistes et autres mécontents pour faire adopter sa proposition. Communément appelée *Wilmot Proviso*, cette motion fut votée à la Chambre mais rejetée au Sénat. Si Wilmot avait manifestement échoué dans sa démarche, il avait néanmoins jeté un sérieux pavé dans la mare des partis politiques, tant au nord qu'au sud du pays. Le scrutin présidentiel de 1848 porta à la Maison Blanche le héros de la guerre du Mexique, le Whig modéré Zachary Taylor. Fait sans précédent, la question de l'esclavage avait constitué, à elle seule, l'unique enjeu des débats entre les candidats à l'élection. Au lendemain de l'investiture de Taylor, William Seward, alors jeune sénateur de New York, fit cyniquement remarquer que "*l'esclavage est désormais devenu un sujet respectable en politique (...) Un étranger qui assisterait à nos débats au Congrès pourrait croire que cet établissement a été créé spécialement pour la protection des Nègres*".¹³



¹² R.R. Strenberg, "The Motivation of the Wilmot Proviso" in "Mississippi Valley Historical Review", vol. XVIII, pp. 535-541.

¹³ E. Forner, "Slavery and Politics" in "American Civil War" p. 90.

COMPROMIS SUR COMPROMIS

Jusqu'en 1845, la possibilité de cantonner l'esclavage dans les régions où il existait déjà paraissait réelle. Le Compromis du Missouri de 1820 avait circonscrit ses limites, mais l'acquisition de nouveaux territoires reposait la question de son éventuelle extension. Nombreux étaient les Nordistes qui croyaient que, faute de possibilités de propagation, l'esclavage finirait par disparaître de lui-même. Pour justifier leur opposition à la création de nouveaux Etats esclavagistes, ils évoquaient les déclarations de Washington et de Jefferson ainsi que l'Ordonnance de 1787 qui prohibait l'extension de l'esclavage dans le Nord-Ouest. Or, le Texas qui autorisait déjà cette institution, entra dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste. Cependant, la Californie, le Nouveau-Mexique et l'Utah possédaient peu d'esclaves et, lorsque les Etats-Unis en prirent possession, en 1846, des controverses éclatèrent entre partis rivaux. Les extrémistes du Sud exigèrent que toutes les terres rachetées au Mexique soient ouvertes aux esclavagistes. Leurs adversaires nordistes demandèrent l'application du *Wilmot Proviso* interdisant l'esclavage dans tous les nouveaux territoires. Un groupe de modérés suggéra encore de prolonger jusqu'au Pacifique la ligne de démarcation établie par le Compromis du Missouri, qui n'autorisait l'esclavage qu'au sud de celle-ci. Un autre mouvement proposa enfin la "souveraineté populaire". En substance, cette formule laissait aux habitants d'un futur Etat, la liberté d'opter pour ou contre l'esclavage à l'issue d'un vote populaire. L'opinion publique sudiste maintenait que tous les territoires avaient le droit d'autoriser l'esclavage. Le Nord affirmait avec la même vigueur qu'aucun d'eux ne pouvait se l'arroger. Lors de la campagne présidentielle de 1848, près de 300.000 électeurs se prononcèrent en faveur des candidats présentés par la *Free Soil Party*¹⁴, pour qui la politique était de circonscrire, de localiser et de décourager l'esclavage. Le Midwest, le Maryland, le Kentucky et le Missouri se retrouvaient encore plus divisés et comprenaient désormais de nombreux partisans de la souveraineté populaire ou des adeptes d'une solution de conciliation.

En janvier 1848, un prospecteur nommé John Sutter découvrait accidentellement de l'or en Californie, ce qui provoqua une gigantesque ruée de plus de 80.000 pionniers ou *Forty-Niners*¹⁵ qui déferlèrent sur la côte Pacifique durant la seule année 1849. La question de la Californie prit soudainement une importance cruciale car le Congrès devait statuer sur ce nouveau territoire avant d'y organiser un gouvernement. Les espoirs se tournèrent une fois de plus vers celui que la nation considérait comme la sagesse personnifiée, en l'occurrence le vieux sénateur Henry Clay du Kentucky. A plus d'une reprise, celui-ci n'avait-il pas su concilier les factions opposées en des moments de grande tension politique ? Sans tarder, Clay obtint l'appui des plus grands défenseurs de l'unité nationale au Sénat, dont Daniel Webster du Massachusetts. Une fois de plus, il parvint à mettre un terme à la dangereuse querelle qui animait les Chambres en proposant un projet complexe mais judicieusement équilibré. Son compromis prévoyait un certain nombre de dispositions-clés : l'entrée de la Californie dans l'Union en tant qu'Etat libre, la division des territoires nouvellement annexés, en deux entités : le Nouveau-Mexique et l'Utah, sans qu'il ne soit fait mention de l'esclavage dans leur acte organique, le versement de 10.000.000 \$ au Texas pour compenser ses revendications sur une partie du Nouveau-Mexique, des moyens accrus destinés à renforcer l'application de la *Fugitive Slave Law* et enfin, l'abolition de la vente d'esclaves, mais

¹⁴ Les "Free Soilers" s'organisèrent politiquement en créant le "Free State Party" ou Parti du sol libre.

¹⁵ Littéralement : "Ceux de 49". Surnom donné aux pionniers qui se ruèrent en Californie durant l'année 1849.

non pas de l'esclavage, dans le District de Columbia. Entre-temps, le président Taylor décéda et le vice-président Millard Fillmore le remplaça. Ce dernier, conscient de la gravité de la situation et n'ayant aucune alternative originale à suggérer, encouragea le Congrès à voter ces mesures qui passèrent à la postérité sous l'appellation "Compromis de 1850". Pour une majorité d'Américains, la nouvelle loi semblait avoir aplani pratiquement toutes les divergences sur la question de l'esclavage, et ainsi sauvé l'Union d'une déchirure fatale. Malheureusement, le sentiment de soulagement qui se propagea au travers de la nation se révéla le calme avant la tempête. En effet, durant les années qui suivirent, la tension entre esclavagistes et abolitionnistes ne cessa de monter. Les nouvelles dispositions sur les esclaves fugitifs indignèrent beaucoup de Nordistes qui refusèrent de se lancer dans des chasses à l'homme. En outre, nombre d'entre eux continuèrent à aider ces fuyards en rendant le "chemin de fer clandestin" plus efficace que jamais.

Dans le domaine politique, les années 1850 riment avec décennie de l'échec car les dirigeants nationaux furent incapables de pallier les clivages que créait le problème de l'esclavage. En effet, dès 1853, l'éternelle question de l'Institution particulière dans les nouveaux territoires ressurgit et la querelle reprit de plus belle. Le vaste territoire de la Platte qui s'étendait depuis le Texas jusqu'à la frontière du Canada et qui englobait le Kansas et le Nebraska, avait attiré bon nombre de colons. Ceux-ci exerçaient une pression considérable pour obtenir un gouvernement territorial capable de préparer son entrée dans l'Union. Conformément au Compromis du Missouri de 1820, toute cette région était interdite à l'esclavage, mais le Compromis de 1850 rouvrit le débat. Les propriétaires d'esclaves, majoritaires dans le Missouri, refusèrent de voir le Kansas devenir antiesclavagiste car leurs trois voisins abolitionnistes auraient entouré leur propre Etat : l'Illinois, l'Iowa et le Kansas. Ils craignaient dès lors de se voir contraints d'adopter la même politique. Pour gagner du temps, les représentants du Missouri au Congrès, soutenus par les Sudistes esclavagistes, entravèrent tous les efforts de Washington pour structurer la région.

Stephen A. Douglas, sénateur démocrate de l'Illinois, déclencha alors la tempête en proposant le *Kansas-Nebraska Act*, une loi maladroite qui exaspéra un peu plus les abolitionnistes. Douglas adhérait à la doctrine de la *Manifest Destiny* américaine qui investissait les Etats-Unis du droit divin d'acquérir un maximum de terres afin d'y répandre leur influence civilisatrice. Dans cet esprit, Washington planifiait la construction d'un chemin de fer trans-continentale qui relierait les côtes est et ouest de la nation. Bien que le lieu d'implantation du terminus oriental de la ligne ferroviaire n'ait pas encore fait l'objet d'une décision, Douglas avait depuis longtemps jeté son dévolu sur Chicago, dans l'Illinois. Il était cependant conscient que cette option n'était pas possible aussi longtemps que le territoire de la Platte n'était pas organisé. Pour parvenir à ses fins, Douglas devait caresser l'électorat sudiste. Son projet prévoyait deux territoires séparés : le Kansas et le Nebraska où les colons pourraient introduire des esclaves. La population déterminerait elle-même, par la suite, si elle voulait entrer dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste ou non. De plus, comme Douglas estimait que le Compromis de 1850 avait rendu caduc celui du Missouri, sa proposition laissait à l'Utah et au Nouveau-Mexique toute la latitude de résoudre eux-mêmes la question de l'esclavage. Les Nordistes accusèrent Douglas de courtiser le Sud pour se faire élire à la présidence de 1856. La mise au point définitive du texte de loi donna lieu à des débats déchaînés. Les *Free Soilers* le dénoncèrent violemment, quant au clergé nordiste, il le vilipenda. Même les hommes d'affaires, jusque-là partisans du Sud, firent soudainement

volte-face. En dépit des passions qu'il avait suscitées, les deux Chambres adoptèrent le *Kansas-Nebraska Act*, le 30 mai 1854, mais d'extrême justesse. En effet, la moitié des Démocrates et la totalité des Whigs du Nord votèrent contre la loi alors que l'ensemble des Whigs du Sud se prononcèrent en sa faveur. Cette répartition du scrutin montre à quel point les divergences partisans avaient fractionné l'arène politique. Quand, par la suite, Douglas se présenta à Chicago pour défendre ce qu'il avait enfanté, les navires du port mirent leurs pavillons en berne, les églises sonnèrent le glas et une foule de dix mille manifestants le conspuait si bruyamment qu'il ne put se faire entendre.

Les conséquences politiques immédiates du *Kansas-Nebraska Act* se révélèrent déterminantes. D'une part, les derniers vestiges de la trêve de 1850 s'effondrèrent pour faire place à un conflit ouvert entre les radicaux des deux camps. Le sénateur Charles Sumner du Massachusetts qualifia d'ailleurs le nouveau décret de "*meilleure loi que le Congrès ait jamais votée parce qu'elle rendait impossible tout compromis futur*".¹⁶ D'autre part, le Parti whig, qui avait toujours temporisé sur la question de l'expansion de l'esclavage, éclata pour faire place à une nouvelle formation politique. Celle-ci, le Parti républicain, regroupa une partie des anciens Whigs, les Démocrates antiesclavagistes, les *Free Soilers* et les mécontents de tous bords. Son leitmotiv était sans équivoque : l'interdiction totale de l'esclavage dans tous les nouveaux territoires. En 1856, ce parti choisit comme candidat à la présidence l'explorateur John Frémont, dont les expéditions au Far West avaient assuré le renom. Ce dernier perdit l'élection au profit du démocrate James Buchanan, mais le nouveau Parti républicain récolta suffisamment de voix pour triompher dans la plupart des régions du Nord. Sous la houlette de Salmon P. Chase, Daniel Webster, Charles Sumner et William Seward, l'influence des politiciens antiesclavagistes ne cessa de croître. Un jeune avocat inconnu, issu de l'Illinois, vint bientôt renforcer cette équipe : il se nommait Abraham Lincoln. Ce futur président considérait depuis longtemps l'esclavage comme un mal endémique. Dans un discours prononcé en 1854, à Peoria, Illinois, il avait déclaré que toutes les lois fédérales devaient viser à endiguer l'esclavage pour l'abolir plus tard. D'après lui, on ne pouvait pas laisser la population locale se prononcer sur sa souveraineté car la question de l'esclavage dans les territoires non organisés concernait non seulement leurs habitants, mais aussi l'ensemble du peuple américain. Ce discours eut un retentissement national que l'Ouest apprécia tout particulièrement.

LE KANSAS ENSANGLANTE

La position climatique du Nebraska était trop septentrionale pour que l'esclavage puisse influencer son futur statut d'Etat libre. En revanche, le Kansas jouxait l'Etat du Missouri qui était déterminé à l'incorporer dans son fief esclavagiste. Comme les antiesclavagistes avaient perdu au Congrès leur combat en faveur d'un Kansas libre, ils décidèrent de livrer bataille sur le terrain. La confrontation s'annonçait imminente. Le camp qui enverrait le plus grand nombre d'électeurs dans cette vaste contrée lointaine s'assurerait un pouvoir législatif qui dicterait sa loi sur la question de l'Institution particulière. William Seward, sénateur de New York, tira le premier coup de semonce : "*Venez, gentlemen des Etats esclavagistes. Puisqu'on ne saurait se soustraire à votre défi, je le relève au nom de la cause de la liberté. Nous rivaliserons sur le sol vierge du Kansas et que Dieu donne la victoire au camp le plus fort par le*

¹⁶ W.C. Davis, "*The Avenging Angel*" in "*Brother against Brother*", *Time-Life Books*, p. 72.

nombre et par le droit".¹⁷ Les premiers immigrants arrivèrent au Kansas vers le mois d'avril 1854. Bien avant l'avènement du *Kansas-Nebraska Act*, un politicien abolitionniste du Massachusetts nommé Eli Thayer avait, par un acte du parlement de son Etat, commandité la *New England Aid Company*¹⁸ pour promouvoir le peuplement du Kansas par des émigrants antiesclavagistes et fournir de l'aide aux fermiers du Midwest. D'autres sociétés telles que la *Massachusetts Aid Company*, le *Boston Relief Committee*, la *Female Aid Society of Wisconsin* ou encore les *Kansas Aid Society* et *Kansas League* lui emboîtèrent le pas peu après. En quête d'une vie nouvelle, des centaines de colons quittèrent la Nouvelle-Angleterre en quatre vagues successives à la mi-1854. Guidés par le docteur Charles Robinson, l'agent de Thayer, il se rendirent au Kansas en empruntant les *Santa Fe* et *Oregon Trails* qui traversaient respectivement le sud et le nord de ce territoire. Stimulés par les dons des associations caritatives abolitionnistes et alléchés par la promesse de terres nouvelles, ils étaient des milliers l'année suivante. Ces immigrants s'installèrent en majorité le long de la Kansas River où ils fondèrent entre autres, les villes de Wakarusa, de Topeka, d'Osawatomie et de Lawrence. Afin qu'ils puissent chèrement défendre leur liberté, le pasteur abolitionniste new-yorkais Henry Ward Beecher leur avait fourni des centaines de fusils Sharps qu'il avait achetés grâce à une souscription auprès des membres de sa congrégation. Les colons les surnommèrent "*Beecher's Bibles*" ou "bibles de Beecher".

La riposte des Missouriens ne se fit pas attendre. Aussi décidés que leurs opposants à faire valoir leurs droits, ils n'avaient que leur frontière à franchir pour s'approprier les terres vierges voisines. Aussi s'établirent-ils principalement le long de la Missouri River où ils créèrent les villes pro esclavagistes de Leavenworth, d'Atchison et de Lecompton, leur future capitale. "*Notre enjeu est colossal*", assura David Atchison, sénateur du Missouri. "*Nous devons tenter le tout pour le tout avec audace (...) Si nous l'emportons, nous répandrons l'esclavage jusqu'à l'océan Pacifique ; si nous échouons, nous perdrons le Missouri, l'Arkansas, le Texas et tous les territoires*".¹⁹ Quinze années auparavant, les Mormons avaient quitté le Missouri sous la pression de la population locale. Les Missouriens avaient l'intention de faire subir le même sort aux colons *Free Soilers* qui s'établiraient au Kansas. Atchison le confirma lorsqu'il écrivit à Jefferson Davis, sénateur du Mississippi : "*Nous nous organisons. Nous serons obligés de faire parler les armes, d'incendier et de pendre, mais ce ne sera pas long. Nous avons l'intention de 'mormoniser' les abolitionnistes*".²⁰ Comme on le verra plus loin, Atchison tiendrait cette promesse.

Sur ces entrefaites, le président Franklin Pierce avait nommé le Démocrate pennsylvanien, Andrew Reeder, au poste de gouverneur du Kansas. Dès que ce dernier y arriva, sa première tâche consista à organiser l'élection d'un représentant au Congrès. Cette manifestation politique n'augurait pas bien de l'avenir proche du Kansas dans la mesure où l'affrontement sur la question de l'esclavage transforma la tension permanente en climat explosif. En novembre 1854, Atchison et d'autres éminents personnages du Missouri prirent la tête d'une invasion de *Border Ruffians*²¹ armés jusqu'aux dents, qui s'introduisirent au Kansas pour y intimider les électeurs légalement inscrits et gonfler les urnes en faveur du candidat esclavagiste. Nombre d'entre eux ne

¹⁷ T. Goodrich, "*War to the Knife*", p. 9.

¹⁸ La "*Compagnie d'Entraide de la Nouvelle-Angleterre*".

¹⁹ J. McPherson, "*The Illustrated Battle Cry of Freedom*" p. 113.

²⁰ G.C. Ward, "*The Civil War*", p. 21.

²¹ *Ruffian* ou bandit de la frontière. Il s'agissait en fait d'esclavagistes missouriens qui opéraient en bandes le long de la frontière de leur Etat et au-delà, et qui n'hésitaient pas à commettre les pires exactions afin de décourager l'immigration des *Free Soilers* au Kansas.

s'intéressaient guère à l'esclavage, mais ils aimaient encore moins "*ces Yankees moralisateurs qui débordaient d'un amour malsain et servile pour les Nègres*".²² Ils remportèrent une première mais fausse victoire. Leur apport de 1.700 voix réussit à élire un délégué esclavagiste, toutefois une commission du Congrès déclara le vote frauduleux. Sans doute auraient-ils pu gagner sans tricher. Toujours est-il qu'en prévision de l'élection du corps législatif du territoire qui devait se tenir à Pawnee en mai 1855, le gouverneur Reeder ordonna un recensement de la population. Sur les 8.501 habitants légitimes du Kansas, dont 242 esclaves, 2.905 avaient le droit de vote. Les trois cinquièmes d'entre eux provenaient du Missouri et d'autres Etats du Sud. Néanmoins, Atchison préférait être sûr de sa victoire. "*Repérez parmi vous chaque gredin contaminé si peu que ce soit par les idées des Free Soilers ou des abolitionnistes et exterminatez-les*" vociféra-t-il. "*Pour ceux qui auraient des problèmes de conscience (...), le moment est venu de passer outre à ces scrupules car vos vies et vos biens sont en danger. Pénétrez dans chaque circonscription du Kansas et votez à la pointe du couteau ou du revolver !*".²³ S'absentant du Sénat, Atchison conduisit au Kansas un nouveau groupe de ruffians. "*Onze cents hommes arrivent du comté de Platte pour voter*", déclara-t-il à ses partisans, "*et si cela ne suffit pas, nous pouvons en envoyer cinq mille, suffisamment pour tuer tous les damnés abolitionnistes du territoire*".²⁴ Ils furent effectivement cinq mille à se déplacer et leurs votes illégaux élirent un gouvernement territorial composé de trente-six esclavagistes et de trois *Free Soilers*. "*Les Missouriens ont noblement défendu nos droits*", proclama un journal de l'Alabama. "*Venez tous, hommes du Sud,*" titrait le *Leavenworth Herald*, "*amenez vos esclaves et remplissez le territoire. Le Kansas est sauvé !*".²⁵

Le gouverneur Reeder fut scandalisé par ces procédés. Il était arrivé au Kansas plutôt bien disposé envers l'esclavage, mais les menaces de mort que lui adressèrent les Missouriens, s'il s'avisait de contrecarrer leurs activités, le précipitèrent dans l'autre camp et il ordonna de nouvelles élections dans un tiers des circonscriptions. Les candidats des *Free Soilers* les remportèrent presque toutes mais, lorsque le gouvernement se réunit en juillet 1855, ce furent les premiers vainqueurs esclavagistes qui vinrent siéger avec arrogance. Pendant ce temps, Reeder était parti pour Washington où il implora le président Pierce de désavouer cette sinistre farce. Ce dernier préféra se laisser convaincre par les arguments d'Atchison, de Douglas et d'autres Démocrates qui lui certifièrent que le remue-ménage incombait à la *New England Aid Company* et aux journaux républicains qui avaient absurdement gonflé les événements. Atchison persuada même Pierce de remplacer Reeder par un homme plus malléable, en l'occurrence William Shannon, un vieux démocrate de l'Ohio, qui possédait ses entrées à Washington. L'une des premières tâches que le gouvernement confia à Shannon consista à mettre en vigueur le *Missouri Slave Code*, le code d'esclavage du Missouri, qu'avaient été ratifié les pouvoirs locaux. Ce règlement punissait d'emprisonnement ceux qui osaient exprimer des opinions contre l'esclavage et requérait la peine de mort ou les travaux forcés pour quiconque encourageait les esclaves à se révolter ou les aidait à s'enfuir. Outragés, les *Free Soilers* qui, à cette époque, étaient plus nombreux que les émigrants esclavagistes, n'avaient ni l'intention de se soumettre à ces lois ni de reconnaître le gouvernement bidon qui les avait votées. Sous la direction du docteur Charles Robinson et de son nouveau bras droit, l'opportuniste et excentrique James

²² J. McPherson, "*The Illustrated Battle Cry of Freedom*" p.113.

²³ T. Goodrich, "*War to the Knife*", p. 33.

²⁴ J. McPherson, "*The Illustrated Battle Cry of Freedom*" p.114.

²⁵ *Ibid.*, p. 114.

Lane,²⁶ ils s'organisèrent politiquement afin de convoquer une convention à Topeka, au mois d'octobre 1855. Ils rédigèrent ensuite une Constitution d'Etat libre, puis décidèrent de nouvelles élections législatives. Inutile de préciser que les esclavagistes boycottèrent ces élections qui validèrent leur Constitution. En janvier 1856, le Kansas possédait donc deux gouvernements, chacun d'eux déclarant l'autre hors la loi : l'un, officiel, à Lecompton et l'autre, officieux, à Lawrence. Ce dernier représentait cependant la majorité des authentiques habitants du territoire. Le président Pierce ne reconnut que le premier en déclarant que la Convention de Topeka était anticonstitutionnelle. Sa prise de position persuada les *Free Soilers* qu'il existait bel et bien à Washington une "Puissance Esclavagiste" qui visait à garantir un statut esclavagiste à l'Ouest.

La tension montait perceptiblement au Kansas où les partisans des deux camps se déplaçaient désormais armés jusqu'aux dents, ce qui rendait les effusions de sang inévitables à plus ou moins court terme. L'assassinat d'un *Free Soiler* par un esclavagiste, en novembre 1855, déclenche une série d'incidents connus sous le terme "Guerre de Wakarusa". Lorsque la justice refuse de sanctionner le meurtrier, des amis de la victime incendient sa maison. S'ensuivirent alors des vengeance qui génèrent d'autres représailles jusqu'au moment où Samuel Jones, le shérif pro esclavagiste de Douglas County, décide d'arrêter tous les auteurs de troubles abolitionnistes en intervenant avec une milice missourienne composée de *Border Ruffians* assoiffés d'action. Le *New York Tribune* en donna une description assez colorée : "*Ce sont des gens singuliers qui rappellent vaguement des êtres humains, mais qui sont plus apparentés à des bêtes sauvages. Un vieux chapeau en paille, un pantalon délavé en velours côtelé, une ceinture en cuir et une paire de bottes boueuses constituent leur meilleur habillement. Ils ne se rasent jamais ni ne se coupent les cheveux. Leur occupation majeure consiste à flâner autour des débits de whisky, à cracher du jus de tabac et à jouer aux cartes et du couteau Bowie. Ils passent leur vie à boire et dorment sur des boîtes à biscuit (...) Les qualifier de brutes serait une insulte à leur créateur. (...) Ils méprisent l'école, les églises, la presse. En bref, ils excellent en ignorance et se complaisent dans la crasse*".²⁷ Au début du mois de décembre, après s'être regroupés le long de la Wakarusa River, les ruffians se pointèrent devant Lawrence, la place forte des *Free Soilers*, où s'étaient retranchés un bon millier de colons. A l'appel de Charles Robinson, le gouverneur élu par la Convention de Topeka, ils étaient accourus de tous les coins du territoire, armés de leur redoutable fusil Sharps (les fameuses "*Beechers Bibles*"). Déterminé à résister à la horde d'abrutis qui assiégeaient la ville, James Lane avait transformé cette dernière en forteresse et converti ses édifices publics en véritables bunkers. Les troupes fédérales dépêchées de Fort Leavenworth par le gouverneur Shannon se révélèrent trop peu nombreuses pour intervenir, aussi se contentèrent-elles d'observer mollement la scène car elles n'avaient reçu aucun ordre de l'apathique gouvernement Pierce. Pressentant un bain de sang imminent, Shannon quitta en catastrophe son bureau de Shawnee pour se rendre à Lawrence. A la suite de laborieuses négociations, il parvint à raisonner les deux factions et les convaincre de signer un pacte

²⁶ James Henry Lane est l'un des personnages les plus insolites impliqués dans le Kansas ensanglanté où il eut l'occasion de démontrer son autorité, sa violence et sa paranoïa. Adulé en tant que "héros du Kansas", il fut élu au Sénat lorsque ce territoire devint un Etat en 1861. A peine arrivé à Washington pour prendre ses fonctions, il s'occupa de la protection de Lincoln et de la défense de la Maison Blanche qui était en proie à l'hystérie après le bombardement de Fort Sumter. Sa popularité lui valut sa réélection au Sénat en 1865. Son charisme, qui fit merveille auprès de Lincoln, ne fut pas suffisant pour le maintenir dans le cabinet de Johnson et sa renommée périclita rapidement. Physiquement et moralement épuisé, il se suicida en 1866.

²⁷ T. Goodrich, "War to the Knife", p. 71-72.

de non-agression. Il réussit également à dissoudre les milices qui étaient sur le point de faire parler la poudre et, avec le concours d'Atchison, à renvoyer, bon gré, mal gré, les Missouriens chez eux. La première confrontation ouverte au Kansas avait avorté de justesse. *“Attaquer Lawrence à l’heure qu’il est”, déclare Atchison, “c’est agir comme une bande de hors-la-loi ; et quel sera le résultat ? Vous risquez de faire élire un président abolitionniste et de causer la ruine du Parti démocrate. Attendez un peu. Pour le moment, il est impossible de détruire ces gens sans perdre plus que vous n’avez à gagner”*.²⁸

De tels arguments n'étaient pas de nature à calmer les esprits, ni à encourager des perspectives de paix à long terme. Un hiver particulièrement rigoureux imposa une accalmie au cours des mois suivants. La migration annuelle de nouveaux colons avait entre-temps consolidé la majorité fidèle à la cause du sol libre. Les esclavagistes n'y avaient réagi que par des bravades. *“Le sang appelle le sang !”* titra le *Atchison Squatter Sovereign*. *“Il nous faut éliminer tous les émissaires de l’abolition (...) et faire clairement comprendre que tous ceux qui ne repartiront pas immédiatement vers l’Est partiront pour l’éternité”*.²⁹ Dès le printemps de l'année 1856, la violence remonte en même temps que la sève dans les arbres. Le juge Samuel Lecompte, un esclavagiste notoire, avait demandé à un jury d'inculper de haute trahison les membres du gouvernement officieux de Topeka. Étant donné que nombre d'entre eux vivaient à Lawrence, leur arrestation fournit aux Missouriens une nouvelle occasion de s'attaquer à ce bastion abolitionniste yankee. Traînant derrière eux quatre canons, ils chevauchèrent jusqu'à la ville qu'ils assiégèrent aussitôt. Ne voulant pas se mettre en marge de la loi, les *Free Soilers* décidèrent de ne pas offrir de résistance. Lane et Robinson s'enfuirent, mais un shérif arrêta ce dernier, puis le jeta dans la prison de Lecompton où il croupit durant quatre mois. Le 21 mai 1856, huit cents *Border Ruffians* conduits par le sénateur Atchison et le shérif Jones déferlèrent dans les rues désertes de Lawrence. Après avoir canonné puis incendié le Free State Hotel, la meute saccagea la ville sans toutefois molester ses habitants. Elle démolit ses deux imprimeries, mit le feu à la demeure du gouverneur et pilla boutiques et maisons. Incroyablement, le raid ne fit qu'une seule victime, un ruffian ivre-mort, écrasé par la chute de débris. *“Ainsi tomba la forteresse abolitionniste”,* conclut le quotidien *Lecompton Union*, *“et nous espérons que la ‘Immigrant Aid Society’ aura reçu une bonne leçon pour le futur”*.³⁰ La nouvelle du sac de Lawrence se propagea à travers la nation comme une traînée de poudre, indignant les abolitionnistes de tous bords, réjouissant évidemment les esclavagistes du Sud, ceux du Missouri en particulier.

En marge de la lutte à laquelle se livraient désormais les antagonistes pour s'assurer du contrôle du territoire, un nouveau rebondissement jeta de l'huile sur le feu. En février 1856, le gouvernement officiel pro esclavagiste déplaça sa capitale à Lecompton, une ville située sur la rivière Kansas, à vingt kilomètres de Lawrence. Deux mois plus tard, Washington y dépêcha trois membres d'une commission d'investigation fédérale chargée d'enquêter sur la situation au Kansas et d'identifier l'origine de la confusion qui y régnait. Le comité pointa du doigt le dysfonctionnement des récentes élections territoriales et souligna que l'accession à un Etat libre représentait la volonté de la majorité de la population. Le président Pierce refusa de suivre les recommandations de la commission et persista à ne reconnaître que le gouvernement légitime. Les esclavagistes avaient remporté une nouvelle manche.

²⁸ J. McPherson, *“The Illustrated Battle Cry of Freedom”* p.116.

²⁹ *Ibid.*, p.116.

³⁰ T. Goodrich, *“War to the Knife”*, p. 118.

Tous ces événements se déroulaient sur un fond de débat national sur le Kansas. Au Congrès, aussi bien les Républicains que les Démocrates présentèrent des projets de loi sur l'admission de ce territoire dans l'Union. Les premiers soumièrent la Constitution de l'Etat libre rédigée à Topeka. Quant aux seconds, ils envisagèrent de réunir une nouvelle convention dont les membres adopteraient la constitution que devait entériner le gouvernement territorial pro esclavagiste de Lecompton. Les Sudistes estimaient que leur avenir tout entier dépendait de l'issue de cette polémique. *“L'admission du Kansas au sein de l'Union en tant qu'Etat esclavagiste est désormais une question d'honneur”* écrivait, en mars 1856, Preston Brooks, représentant à la Chambre de la Caroline du Sud. *“Le sort du Sud se jouera sur la question du Kansas. S'il devient un Etat à la solde des Yankees, la valeur des esclaves diminuera de moitié dans le Missouri et l'abolitionnisme y prévaudra. Il en ira de même dans l'Arkansas et le nord du Texas”*.³¹ Etant donné que les Républicains possédaient la suprématie à la Chambre et que les Démocrates contrôlaient le Sénat, aucun des deux partis ne parvint à faire ratifier sa résolution. L'un et l'autre se concentrèrent davantage sur la propagande que générait ce débat dans la perspective de la future élection présidentielle. Cette stratégie fut davantage payante pour les Républicains car l'eau que les Démocrates apportaient au moulin esclavagiste du Kansas fournissait à leurs adversaires l'occasion rêvée de tirer parti de cette nouvelle attaque contre les droits du Nord. De plus, grâce au concours de jeunes et talentueux reporters antiesclavagistes qui brillaient parfois davantage par leur zèle que par leur exactitude, les journaux républicains exploitèrent au maximum l'image du Kansas meurtri.

Les Sudistes ne se privèrent d'ailleurs pas de leur donner matière à exploiter. A peine venait-on d'apprendre le sac de Lawrence qu'une nouvelle explosive retentissait dans l'enceinte même du capitol de Washington. Tout au long du printemps, le sénateur Charles Sumner avait manifesté sa hargne contre ce qu'il appelait “le crime contre le Kansas”, le titre d'un discours qu'il prononça au Sénat, les 19 et 20 mai 1856. Dans son exposé, il s'attaqua violemment aux sénateurs pro esclavagistes Atchison du Missouri et Andrew Butler de la Caroline du Sud en les accusant, entre autres, de *“flirter avec la prostituée qu'était l'esclavage”*.³² Cette allocution déclencha une véritable tempête au Sénat et dans la presse où les Démocrates ne mâchèrent pas leurs mots. Deux jours plus tard, le congressiste Preston Brooks, le neveu de Butler, pénétra dans la salle quasi vide du Sénat, après l'ajournement de la séance. S'approchant du bureau derrière lequel Sumner écrivait une lettre, il l'apostropha : *“Votre discours est une diffamation envers la Caroline du Sud et envers Monsieur Butler qui est de mes parents”*.³³ Alors que le sénateur cherchait à se lever, Brooks fut pris d'une subite frénésie et le frappa à la tête plus d'une trentaine de fois avec le pommeau d'or de sa canne. Sumner, les jambes coincées sous son bureau, ne parvint finalement à arracher le meuble du parquet auquel il était fixé, que pour s'écrouler dans une mare de sang. Cet incident déclencha la colère de tous les Nordistes, y compris de ceux qui n'avaient guère de sympathie pour la victime. Joignant l'insulte à l'injure, le Sud fêta Brooks comme un véritable héros. Si quelques Sudistes déplorèrent toute l'affaire parce qu'elle risquait de galvaniser le Nord, leur approbation générale l'emporta de très loin sur l'inquiétude. Les réactions à son agression furent cependant si vives que Brooks fut contraint de démissionner ... pour être réélu par son parti six mois plus tard.

Une permanente anarchie avait fini par s'installer dans tout le territoire du Kansas.

³¹ J. McPherson, *“The Illustrated Battle Cry of Freedom”* p.117.

³² W.C. Davis, *“The Avenging Angel”* in *“Brother against Brother”*, Time-Life Books, p. 76.

³³ *Ibid.* ; J. McPherson, *“The Illustrated Battle Cry of Freedom”* p.117.

Toutefois, la majorité des colons nordistes et sudistes qui y avaient immigré n'étaient pas des extrémistes, mais des fermiers soucieux de faire ou de refaire leur vie en paix. Indifférents au problème de l'esclavage, ils se retrouvèrent soudainement et malgré eux, au cœur d'un véritable champ de bataille. La brutalité se propageait à travers le territoire, instiguée par des meneurs sans scrupules. David Atchison, qui stimulait les Sudistes, n'hésita pas à qualifier les Nordistes de "voleurs de Nègres" et de "tyrans abolitionnistes". Il encourageait en outre les Missouriens à défendre leur Institution "avec la baïonnette et dans le sang" et, si nécessaire, "à tuer tous les maudits abolitionnistes du district".³⁴ Pourtant, les Yankees n'étaient pas tous des abolitionnistes comme le clamait Atchison, loin s'en faut. La plupart d'entre eux revendiquaient seulement une terre libre pour des Blancs libres. Ils détestaient l'Institution particulière, non pas par égard pour l'esclave, mais parce que les grandes plantations qui utilisaient cette main-d'œuvre servile formaient un obstacle au développement de leurs propres exploitations agricoles. C'est pourquoi ces *Free Soilers* décidèrent de bannir du Kansas les Noirs et les esclaves, que ces derniers soient libres ou non. Pour eux, leur territoire serait et demeurerait blanc.

Dans un premier temps, les violences s'étaient bornées à des actes isolés entre pro et antiesclavagistes. Certains d'entre eux avaient été intimidés, d'autres molestés ou badigeonnés de poix et couverts de plumes. D'autres encore avaient été kidnappés, abattus ou pendus dans le cadre d'une vendetta qui avait généré des représailles encore plus brutales. A la mi-1856, le territoire du Kansas s'enflamma au point de devenir le théâtre de sauvageries entre *Border Ruffians* pro esclavagistes et *Free Soilers* ou *Jayhawkers*³⁵ antiesclavagistes. Des bandes rivales terrorisèrent la frontière du Missouri-Kansas lors de raids sanglants au cours desquels ils malmenaient ou tuaient leurs opposants, avant de piller et d'incendier leur propriété. Le pire restait encore à venir.

Dans le Kansas profond vivait un étrange individu de cinquante-six ans qui, comme le congressiste Brooks, croyait à la formule de l'Ancien Testament : "Oeil pour oeil, dent pour dent". Deux fois marié et père de vingt enfants, John Brown avait lamentablement échoué dans ses diverses entreprises professionnelles. Cet abolitionniste rabique était en fait un illuminé qui se croyait investi de la mission divine visant à déraciner le mal esclavagiste ancestral dont souffrait la nation.³⁶ Cinq de ses fils avaient auparavant émigré au Kansas en ébullition afin d'y épauler la cause du sol libre.³⁷ En 1855, lorsqu'ils sollicitèrent l'aide de leur père, ce dernier accourut aussitôt pour détruire "*Satan et ses légions*".³⁸ Brown s'installa à Osawatomie et mit rapidement sur pied une milice, les *Pottawatomie Rifles*, avec laquelle il entendait participer activement à la guérilla qui se généralisait. C'est d'ailleurs en tant que capitaine de cette unité qu'il avait participé à la guerre de Wakarusa, qui lui procura une certaine notoriété parmi les abolitionnistes locaux. Tandis qu'il se rendait à Lawrence pour collaborer à sa défense contre l'attaque des pro esclavagistes missouriens, des colons l'informèrent qu'il arrivait trop tard car Atchison et ses ruffians venaient de mettre la ville à sac. Cette nouvelle plongea Brown dans une humeur belliqueuse, mais lorsqu'il apprit l'agression contre Sumner à Washington, l'abolitionniste vit rouge au point de "devenir fou, fou à

³⁴ *Africans in America*, "Judgment Day : Bleeding Kansas", Internet.

³⁵ *Homologues des "Border Ruffians"*. *Colons du Kansas qui luttèrent pour un Etat libre*.

³⁶ *Pour un compte rendu de l'histoire de ce personnage étrange, se référer à l'article du même auteur : "John Brown, le Météore de la Guerre de Sécession"*, *CHAB News* Vol. 25, n° 2, 1977, pp. 5-32.

³⁷ *John Jr., Owen, Salmon, Frederick et Watson*.

³⁸ *G.C. Ward, "The Civil War"*, p. 4.

lier”, aux dires de son fils Salmon. “*Il est temps de combattre le feu par le feu, il faut faire naître la terreur dans les cœurs des esclavagistes, il faut faire quelque chose pour montrer à ces barbares que nous aussi, nous avons des droits*”, aboya-t-il.³⁹ Ses fils tentèrent de le calmer, mais il exerçait sur eux un irrésistible ascendant comme du reste sur la plupart de ses acolytes. “*Il n’y a point de rémission des péchés sans verser le sang*” vociféra-t-il encore.⁴⁰ Se proclamant une fois de plus l’instrument de la volonté divine, Brown estima que le temps était venu d’entamer sa “grande croisade salvatrice”. Selon ses estimations, les esclavagistes avaient assassiné au moins cinq *Free Soilers* au Kansas depuis le début des troubles. Il conçut dès lors des représailles radicales contre les “chiens esclavagistes” de son voisinage, près de Pottawatomie Creek, qui n’avaient pourtant rien à voir avec les meurtres en question. Dans la nuit du 24 au 25 mai 1856, accompagné de quatre de ses fils et de trois autres individus, il extirpa de chez eux cinq colons pro esclavagistes établis le long de la rivière Pottawatomie. Alors que l’un d’eux tentait de s’enfuir, Brown lui logea une balle de revolver dans la tête tandis que ses fils massacraient froidement les quatre autres à coups de sabre.

Cet odieux carnage resta impuni. Des soldats fédéraux arrêtaient deux des fils Brown mais, faute de preuves, ils les relâchèrent aussitôt. En guise de revanche, une bande d’esclavagistes en furie incendia les propriétés de la famille. Se considérant toujours comme les soldats d’une guerre sainte, Brown et ses autres fils parvinrent, on ne sait trop comment, à échapper aux forces de l’ordre et à se cacher, en attendant des jours meilleurs. Ils ne furent jamais jugés ni inquiétés pour les meurtres de Pottawatomie. Il fallut d’ailleurs attendre 1879 pour qu’on identifie les assassins à la suite de la confession d’un ancien membre de la bande, cela vingt ans après que John Brown eût été élevé au rang de martyr de l’abolitionnisme. En dépit de ses efforts obstinés, l’armée américaine, trop peu nombreuse, ne parvenait pas à juguler la violence qui croissait quotidiennement. Au fur et à mesure que la nouvelle du massacre de Pottawatomie se propageait vers l’Est, naissait une légende parmi les antiesclavagistes. Elle prétendait que Brown n’y était pas mêlé ou qu’il avait agi en état de légitime défense. Il n’est point étonnant que les journaux républicains préférèrent s’attarder sur la barbarie des *Border Ruffians* et la sauvagerie de Preston Brooks plutôt que de relater le geste d’un partisan de l’Etat libre qui n’avait fait que son devoir pour la cause abolitionniste. De toute façon, d’autres incidents meurtriers ne tarderaient pas à éclipser ces tragiques événements, qu’une partie de la presse appelait désormais “la guerre civile au Kansas”.

C’est en fanfare que “l’Armée du Nord”, en réalité quelques centaines de colons que le “général” James Lane avait rassemblés dans l’Illinois, quitta Chicago, en juillet 1856, pour rejoindre le Kansas en traversant l’Iowa et le Nebraska. Sa marche s’apparentait à une véritable force d’invasion : des officiers en uniforme, des drapeaux colorés, de nombreuses pièces d’artillerie et un énorme convoi de bagages. Cette colonne bien équipée rassemblait de jeunes opportunistes aux motivations aléatoires, la majorité d’entre eux s’étant enrôlée pour l’aventure et le lucre. Aux dires d’un reporter de l’Illinois, “*Cette bande de gros bras rappelait un équipage de pirates bariolés (...) jamais encore nous n’avons rencontré un tel ramassis de forbans*”.⁴¹ Quand cette force pénétra au Kansas, Lane lui enjoignit de renforcer aussitôt les milices

³⁹ T. Goodrich, “*War to the Knife*”, p. 123.

⁴⁰ G.C. Ward, “*The Civil War*”, p. 4.

⁴¹ T. Goodrich, “*War to the Knife*”, p. 143.

de colons qui luttèrent pour la liberté du territoire. Frustrés par l'issue de la guerre de Wakarusa, ces derniers étaient désormais déterminés à nettoyer les environs de Lawrence afin d'y exterminer la "vermine esclavagiste". Le 12 août, ils détruisirent le hameau de Franklin, un repaire notoire de *Border Ruffians*. Deux jours plus tard, cinq cents hommes sous le commandement de Lane et de John Brown assiégeaient les forts Saunders et Titus, en réalité des cabanes fortifiées qu'ils canonnèrent puis incendièrent après la reddition de leurs occupants. Henry Titus, le colonel d'une milice pro esclavagiste qui avait participé au sac de Lawrence, fut grièvement blessé lors de ces opérations. Brown s'éclipça par la suite, préférant opérer en solitaire, selon ses habitudes bien rodées. A la tête de sa bande de coupe-gorge, il effectua une série de raids au sud d'Osawatomie, au cours desquels il massacra tous les esclavagistes qui croisèrent son chemin, notamment des Texans et des Missouriens qu'il surprit à Middle Creek et à Slough Creek.

En représailles, une armée de quelque 1.500 *Border Ruffians* se concentra près de la frontière séparant le Missouri du Kansas. Son commandant n'était autre que l'infatigable sénateur Atchison. Un commando conduit par le colonel John Reid se détacha de la troupe principale pour chevaucher en direction d'Osawatomie, le fief de John Brown, pendant qu'Atchison menait le reste de ses forces vers l'ouest. Le 30 août, trimballant derrière eux deux pièces d'artillerie, les hommes de Reid déboulèrent devant la ville que la plupart de ses habitants avait auparavant évacuée. Entre-temps, Brown était parvenu à regrouper une cinquantaine de volontaires qui se dissimulèrent dans les bois bordant la rivière Marais des Cygnes, par où devaient inévitablement passer les ruffians pour entrer dans Osawatomie. Dès que l'ennemi fut à bonne portée de tir, les fusils Sharps des *Jayhawkers* lui délivrèrent un feu aussi nourri que dévastateur. L'engagement dura une demi-heure et ce n'est que grâce à leurs canons chargés de mitraille que les Missouriens parvinrent à se dégager de l'embuscade. Face à la supériorité numérique de leurs adversaires, Brown et ses hommes n'eurent d'autre choix que de se disperser dans les marais. Parmi la douzaine de victimes qui gisaient sur le terrain se trouvait Frederick Brown, un de ses fils. La voie était désormais libre pour Reid qui pénétra sans entraves dans Osawatomie. Sa troupe saccagea la ville et incendia la plupart de ses maisons. Le temps de panser ses blessés et d'empiler son butin sur une douzaine de chariots, le commando rebroussait aussitôt chemin pour rejoindre l'armée d'Atchison. Le 13 septembre, c'était au tour des abolitionnistes de repasser à l'action. A Hickory Point, Lane et sa milice assiégèrent les colons esclavagistes qui s'étaient retranchés dans une série de fortins en rondins. Malgré les boulets tirés à bout portant par leur vieille pièce d'artillerie datant de la guerre du Mexique, ils ne parvinrent pas à briser la résistance ennemie. L'échauffourée qui ne fit qu'une seule victime se solda finalement par un armistice que les antagonistes célébrèrent joyeusement en ingurgitant de généreuses rasades de whisky.

La nouvelle des incidents ci-dessus enhardit davantage les belligérants des deux camps. Durant les semaines qui suivirent, le climat de terreur se déplaça vers les comtés au nord de la Kansas River. L'agglomération esclavagiste de Leavenworth connut alors une frénésie après que ses résidents eurent capturé et abattu un émissaire de Lane. Des meutes de ruffians à moitié ivres se lancèrent aussitôt dans une véritable chasse aux sorcières. Des coups de feu claquèrent aux quatre coins de la ville tandis qu'en plusieurs endroits, des gerbes de flammes et des panaches de fumée en disaient long sur le sort réservé aux propriétés des *Free Soilers*. Dépossédées de leur habitation et de leurs biens, une cinquantaine de familles parvinrent à rejoindre Fort Leavenworth où elles se mirent sous la protection de l'armée fédérale. D'autres colons n'eurent pas cette chance.

Les esclavagistes les entassèrent comme du bétail à bord de vapeurs que des capitaines à leur solde conduisirent hors du territoire. Sous la menace de leurs armes, ils contraignaient les nouveaux immigrants qui débarquaient à Leavenworth où ailleurs, le long de la rivière Missouri, à rebrousser chemin. Enfin, ils expulsaient systématiquement du comté les habitants soupçonnés d'appartenance antiesclavagiste. Quant aux récalcitrants, ils les pendaient ou les abattaient comme des chiens et s'accaparaient de leurs maigres possessions. Un quotidien du Missouri estima que ces méthodes n'étaient pas assez musclées : *“Nous ne sommes pas entièrement d'accord de renvoyer ces criminels dans l'Est pour les voir réapparaître au Kansas, peut-être en ne transitant plus par le Missouri, mais bien par l'Iowa ou le Nebraska (...) Nous sommes d'avis que si les citoyens de Leavenworth ou de Weston pendaient quelques cargaisons de ces abolitionnistes, ils feraient plus pour garantir la paix au Kansas que des discours inutiles au Congrès. L'expérience vaut certes la peine d'être tentée”*.⁴² En dépit des atrocités commises par les *Border Ruffians* et les colons esclavagistes, et malgré les machinations infernales déployées par leurs politiciens, ces procédés n'intimidèrent ni les partisans du sol libre ni les candidats à l'immigration. Bien que le Kansas fût alors en pleine ébullition, ils continuèrent à déferler par vagues successives dans ce territoire. Rien qu'au mois d'août 1856, non moins de 600 nouveaux colons s'y installèrent. Ils ne provenaient plus exclusivement de la Nouvelle Angleterre, mais également de l'Ohio, de l'Iowa, de l'Illinois, de l'Indiana, du Nebraska et même de la Californie et de l'Oregon.

Plus que toute autre chose, le *Bleeding Kansas*,⁴³ comme l'appela Horace Greely, l'éditeur du *New York Times*, détermina le contexte de l'élection présidentielle de 1856. Lors de cette campagne houleuse et partisane, le candidat démocrate James Buchanan l'emporta de justesse sur son rival républicain John Frémont, grâce à l'apport important des voix des Démocrates du Sud. En automne 1856, Washington nomma John W. Geary nouveau gouverneur du Kansas. Par une politique nouvelle consistant à traiter impartialement les colons abolitionnistes et esclavagistes, Geary parvint, avec le concours de nouvelles troupes fédérales, à maîtriser progressivement la situation anarchique qui prévalait dans le territoire depuis des mois. Les armes se turent finalement, mais la rhétorique agressive des deux clans ne connut pas de répit. Pour s'imposer, les esclavagistes devaient dorénavant se montrer audacieux car il leur fallait triompher des *Free Soilers*, désormais majoritaires dans une proportion de deux contre un. Le gouvernement esclavagiste que les *Border Ruffians* avaient élu en 1855, était le seul qui, pour le moment, jouissait d'une autorité légale, et il sut se montrer à la hauteur de la situation. Réuni au mois de janvier 1857, il ne tint aucun compte de la requête du gouverneur Geary visant à modifier le code draconien de l'esclavage. Il ratifia ensuite un projet de loi qui consistait à organiser une convention trafiquée ayant pour objectif la rédaction de la Convention définitive du Kansas. Stipulant que les délégués seraient élus en juin, celle-ci, par cette habile manœuvre, non seulement permettait aux shérifs des différents comtés esclavagistes d'établir les listes électorales, mais aussi de désigner les commissaires locaux qui choisiraient les arbitres du scrutin. Compte tenu de ce qui s'était passé lors des élections précédentes au Kansas, on peut comprendre la raison de ces mesures. Enfin, pour couronner le tout, la proposition précisait que la nouvelle Constitution ratifiée par les membres de la Convention, entrerait en vigueur sans

⁴² T. Goodrich, *“War to the Knife”*, p. 136.

⁴³ *Le Kansas Ensanglanté*.

référendum populaire. Geary en fut estomaqué. Arrivé au Kansas en tant que démocrate convaincu, il ne lui fallut pas longtemps pour se rendre compte de la complicité criminelle des fonctionnaires publics dans leur volonté de faire du Kansas un Etat esclavagiste à n'importe quel prix. Cette conviction devait bientôt faire de lui le *Free Soiler* qui deviendrait un général de l'Union pendant la guerre de Sécession. Bien qu'il opposât son droit de veto au projet de la Convention, le gouvernement passa outre. Désormais à couteaux tirés avec tous les fonctionnaires de son territoire, Geary devint la cible quotidienne de menaces de mort. Le 4 mars 1857, comme Washington ne faisait rien pour le soutenir, il démissionna de son poste.

L'accalmie relative qui avait régné durant le mandat du gouverneur Geary se révéla éphémère. En effet, la Cour suprême des Etats-Unis était sur le point de prononcer son verdict dans l'affaire Dred Scott qui, aux dires de Buchanan, "*réglementerait rapidement et définitivement le statut légal de l'esclavage dans les territoires*".⁴⁴ Scott était un esclave du Missouri, que son maître avait emmené, vingt ans plus tôt, dans l'Illinois et le territoire libre du Wisconsin. De retour dans le Missouri, Scott fit appel à la justice pour lui faire reconnaître que son séjour dans un territoire où l'esclavage était banni l'affranchissait implicitement. Le vieux juge Roger B. Taney présidait alors la Cour suprême que contrôlait une magistrature pro-sudiste. Ce dernier considéra que Scott n'avait même pas le droit de se pourvoir devant le tribunal de justice car il ne possédait pas la qualité de citoyen. La Cour ajouta que les lois d'un Etat antiesclavagiste comme l'Illinois n'avaient pu affecter le statut de Scott car celui-ci était toujours résident d'un Etat esclavagiste, en l'occurrence le Missouri. Elle conclut enfin que les propriétaires d'esclaves avaient le droit de reprendre leur "bien" dans n'importe quelle partie du territoire fédéral et que le Congrès n'était pas autorisé à limiter l'extension de l'esclavage. Cette décision invalidait ainsi les compromis et toute la série de mesures prises par le Congrès depuis une génération pour tenter de régler la question. De plus, selon le juge Taney, le Congrès avait violé la Constitution en votant le Compromis du Missouri. Si l'affaire Dred Scott avait tenu la nation en haleine pendant des mois, son verdict souleva instantanément un tollé général dans le Nord. De mémoire d'homme, jamais l'opinion publique n'avait fustigé aussi ouvertement la Cour suprême des Etats-Unis. En revanche, ce jugement inopiné représentait une victoire de plus pour les Démocrates du Sud car elle donnait un poids juridique à leurs arguments en faveur de l'extension de l'esclavage à tous les territoires de l'Ouest.⁴⁵

Confronté aux graves problèmes qui secouaient le Kansas, et qui avaient causé la chute du gouvernement Pierce, le président Buchanan était bien décidé à ne pas se laisser anéantir à son tour. Il persuada Robert J. Walker du Mississippi, un fidèle ami qui avait servi à ses côtés dans le cabinet Polk, d'accepter le poste de gouverneur du Kansas afin de le doter d'une Constitution d'Etat rédigée en bonne et due forme et approuvée par un référendum populaire. Walker n'avait certes pas l'envergure de Geary, mais il n'était pas moins courageux. Pourtant, il s'avoua rapidement vaincu par le Kansas. Quoique Sudiste dans l'âme, il reconnaissait que les partisans d'un Etat libre seraient forcément majoritaires lors d'un scrutin équitable. Le problème était que l'élection des délégués, prévue en juin, n'avait aucune chance d'être partielle. Débarqué au Kansas à la fin du mois de mai 1857, trop tard pour modifier la procédure électorale, Walker pressa vivement les *Free Soilers* de participer au vote, mais ces derniers

⁴⁴ D.J. MacLeod, "The Great Issue of the Age" in "American Civil War", p. 113.

⁴⁵ Cette décision de la Cour fut plus tard annulée par les 13^e et 14^e amendements à la Constitution des Etats-Unis.

refusèrent car ils ne voulaient à aucun prix sanctionner la légitimité de ce suffrage. Comptabilisant 2.200 électeurs sur 9.250 inscrits, les délégués esclavagistes remportèrent tous les sièges de la Convention qui devait se réunir à Lecompton au mois de septembre. De toute évidence, cette parodie d'élection entraîna le gouverneur sur une mauvaise voie. Cependant, il apparaît que les plus virulents critiques à son égard émanaient de ses compatriotes sudistes. Ces derniers s'opposaient à son projet de référendum alors que Walker le soutenait. Lorsqu'ils apprirent de Washington que le président Buchanan approuvait la position de Walker, les Démocrates du Sud s'indignèrent. Les membres sudistes de son cabinet se retournèrent contre lui et les gouvernements démocrates de plusieurs Etats lui adressèrent des blâmes. Même depuis le Mississippi, Jefferson Davis vitupéra la trahison de Buchanan. Plusieurs éminents Sudistes au Congrès s'empressèrent de ressortir l'habituelle menace de sécession si Buchanan ne révoquait pas le gouverneur et s'il ne revenait pas sur son projet de référendum. Soumis à de telles pressions, Walker céda et le Sud remporta une autre victoire "à la Pyrrhus". Entre-temps, les habitants du Kansas se présentaient une fois de plus aux urnes pour élire un nouveau corps législatif. Walker persuada cette fois les *Free Soilers* de voter, en leur promettant d'imposer un scrutin strictement impartial. Curieusement, les premiers résultats semblèrent donner une étonnante victoire aux esclavagistes, mais un examen plus poussé permit de constater un phénomène insolite : deux circonscriptions éloignées comptant 130 électeurs inscrits recensèrent près de 2.900 bulletins de vote. Dans l'une d'elles, quelque 1.600 noms avaient été directement copiés sur la liste électorale à partir d'un vieil annuaire de la ville de Cincinnati ! Refusant d'accepter ces résultats frauduleux, Walker trancha en annonçant la victoire des partisans d'un Etat libre. Cette décision provoqua un déchaînement de protestations de la part des Sudistes qui refusèrent d'admettre la sanction que Walker imposa aux falsificateurs des bulletins de vote.

Pendant que le tumulte électoral battait son plein, la Convention de Lecompton achevait son travail. Le document qu'elle produisit stipulait "*que le droit de propriété prime sur toute autre stipulation de la Constitution à ce propos. Le droit du propriétaire d'un esclave sur cet esclave est identique au droit du propriétaire de n'importe quel autre bien et tout aussi inviolable*".⁴⁶ Telle était, dans les grandes lignes, la solution que proposait une convention qui représentait un cinquième de l'électorat potentiel du Kansas pour une question qui mobilisait la nation toute entière. Afin d'éviter toute tergiversation de dernière minute, la Convention s'empessa d'envoyer au Congrès le projet de Constitution, accompagné de la pétition qui réclamait l'admission du Kansas au sein de l'Union, sans référendum préalable et au mépris de toutes les promesses faites par Walker et Buchanan. Etant donné que les Démocrates contrôlaient le Congrès et le Sud le Parti démocrate, les forces pro esclavagistes espéraient réussir grâce à cette manœuvre désespérée. Néanmoins, la plupart des Démocrates, y compris certains Sudistes favorables au référendum, la jugèrent trop déshonorante. Le 7 novembre, la Convention revint sur ses positions. Elle ordonna finalement une consultation portant, non pas sur la Constitution dans son ensemble, mais seulement sur une alternative de Constitution soit esclavagiste ou non-esclavagiste. L'offre paraissait équitable, au détail près que la Constitution sans esclavage comportait la clause suivante : "*L'esclavage n'existera plus au Kansas, mais nul ne pourra en aucune façon porter atteinte au droit de posséder des esclaves à ceux qui en détiennent sur ce territoire*".⁴⁷ Donc, dans la

⁴⁶ J. McPherson, *The Illustrated "Battle Cry of Freedom"* p.128.

⁴⁷ *Ibid.*, p.128.

pratique, la Constitution sans esclavage se contentait d'interdire l'importation future d'esclaves au Kansas mais admettait le statut de ceux qui y étaient déjà présents. Inutile de dire que les *Free Soilers* eurent le sentiment que le choix qu'on leur proposait était odieux et ils s'empressèrent de clamer haut et fort que le projet n'était qu'une vaste escroquerie. Une grande partie de la presse démocrate du Nord emboîta le pas à sa rivale républicaine et se déclara scandalisée par cette supercherie. Le gouverneur Walker dénonça le travail accompli à Lecompton de "répugnante tricherie" et de "simulacre insolent". Il était impossible que Buchanan l'acceptât, déclara-t-il, car pas plus tard que le 22 octobre, le président lui avait réitéré son soutien en faveur d'un référendum impartial. Les esclavagistes ricanèrent car ils savaient pertinemment bien que Buchanan avait entre-temps changé d'avis. A un Démocrate du Nord qui protestait amèrement contre cette volte-face présidentielle, Buchanan répondit qu'il n'avait pas le choix : s'il n'acceptait pas les résultats de la Convention de Lecompton, les Etat du Sud feraient sécession ou bien prendraient les armes contre lui.

L'affaire Lecompton mobilisa le Congrès pendant des mois. Elle déchaîna les passions encore plus ardemment que ne l'avait fait initialement le *Kansas-Nebraska Act*, quatre ans plus tôt. Les deux camps étaient les mêmes qu'à cette époque, à deux différences près : d'une part, Stephen Douglas avait pris la tête de l'opposition, et de l'autre, le nouveau Parti républicain dominait la représentation nordiste à la Chambre. L'avenir politique de Douglas était maintenant en jeu. S'il soutenait la Constitution de Lecompton, il s'assurait l'électorat du Sud pour les élections présidentielles de 1860. Cependant, ce support ne compenserait pas sa perte de voix démocrates dans le Nord, en raison de la "tricherie de Lecompton". Douglas n'hésita pas un instant. "*Jamais*", expliqua-t-il au Sénat, "*je ne pourrais voter dans le but de faire avaler cette Constitution aux habitants du Kansas, contre leurs vœux et au mépris de nos engagements*".⁴⁸ Télégrammes et lettres arrivèrent par sacs entiers à Washington pour le féliciter de son geste. En revanche, le Sud le voua à une damnation éternelle. Le 23 mars 1858, le Sénat, dominé en majeure partie par les Démocrates sudistes, ratifia l'admission du Kansas dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste. Une semaine plus tard, à l'issue d'un vote dramatique, une partie des Démocrates se joignit aux Républicains pour repousser la Constitution de Lecompton par cent vingt voix contre cent douze. "*Nos tourments ont pris fin*", nota un partisan de Douglas, "*et Dieu merci, le bon droit a triomphé*".⁴⁹

Pour sauver la face, le gouvernement Buchanan proposa de soumettre une nouvelle fois la Constitution de Lecompton au Kansas, sous le couvert d'un référendum. Ce dernier porterait officiellement sur la superficie définitive du patrimoine territorial de l'Etat quand il entrera dans l'Union. Le rejet de cette proposition, escompté par Buchanan, différerait l'admission du territoire en tant qu'Etat, au moins pendant deux ans. Ne percevant dans ce subterfuge qu'une sournoise tentative de corruption, les habitants du Kansas le rejetèrent par 11.300 voix contre 1.788. Entre-temps, le territoire s'était remis à saigner. *Jayhawkers* et *Border Ruffians* s'exterminaient tout autant au cours de raids et d'embuscades. Le 19 mai 1858, deux ans presque jour pour jour après le massacre de Pottawatomie, une bande de colons esclavagistes mit les deux camps à égalité lorsque trente cavaliers se rendirent à Trading Post, un village situé sur la rivière Marais des Cygnes, et enlevèrent de chez eux onze *Free Soilers*. Après avoir aligné

⁴⁸ *Ibid.*, p.130.

⁴⁹ *Ibid.*, p.130.

leurs prisonniers dans un ravin, ils les passèrent tous par les armes. Miraculeusement, cinq victimes, considérées comme mortes, survécurent à leurs blessures. Cet événement passa à la postérité sous le terme “Massacre du Marais des Cygnes”. John Brown réapparut brièvement dans la région. A la tête de sa bande, il opéra plusieurs fois au Missouri. Il y assassina un esclavagiste, libéra onze esclaves et vola une dizaine de chevaux avant de quitter définitivement le Kansas pour le Canada. “*Mon devoir ici est terminé*” déclara-t-il triomphalement en guise d’adieu.⁵⁰

Pendant ce temps, les tenants d’un Etat libre organisaient le Parti républicain qui incorporait les ex-partisans du *Free Soil Party* et qui joua, en pratique, le rôle de Parti abolitionniste. Vu la tournure politique, les Démocrates du Sud se rendirent finalement compte que tenter de faire du Kansas un Etat esclavagiste relevait de la folie. Dans l’espoir d’y prévenir la dominance absolue des Républicains, ils firent appel à leurs confrères du Nord pour tenter de renforcer leur parti. Il était cependant trop tard. En effet, en 1859, le nouveau Parti républicain du Kansas élit les deux tiers des délégués antiesclavagistes inscrits à sa convention. Cette dernière accoucha de la Constitution de Wyandotte qui fut votée à la majorité absolue. Cet épisode mit un terme définitif à la guerre civile qui avait ravagé si longtemps le territoire. Il fallut encore attendre jusqu’au 29 janvier 1861 pour que le Kansas devienne finalement membre de l’Union en tant qu’Etat libre, rejoignant ainsi la Californie, le Minnesota et l’Oregon, dont les admissions successives depuis la guerre avec le Mexique avaient donné au Nord une supériorité de quatre Etats sur le Sud.

Après cinq ans de déchirements qui générèrent quelque 250 victimes et occasionnèrent plus de deux millions de dollars de dégâts, le Kansas pensa finalement ses plaies. Quant à John Brown, s’il avait achevé sa “croisade salvatrice”, sa mission divine ne l’était pas pour autant. Un autre rendez-vous l’attendait à Harper’s Ferry, en Virginie, où son audace mégalomane électriserait bientôt le pays et le rapprocherait davantage de la guerre civile. Avant d’être pendu en 1859, le vieil abolitionniste avait écrit : “*Moi, John Brown, suis maintenant parfaitement convaincu que les crimes commis sur cette terre coupable ne seront jamais lavés que dans le sang; je me rends compte également que j’ai été vainement optimiste en croyant que cela pouvait être accompli autrement*”.⁵¹ Sa prophétie s’avéra une implacable réalité dans la mesure où la nation américaine tout entière allait saigner bien plus que le Kansas ne l’avait fait, durant le conflit le plus tragique de son histoire.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- **Maurois A.** : “*Histoire des Etats-Unis 1492-1828*”, New York 1943.
- **Battles and Leaders of the Civil War**, volumes 1 à 4, New York, 1884-1887.
- **Boatner III M.M.** : “*Civil War Dictionary*”, New York, 1987.
- **Connely W.E.** : “*Standard History of Kansas and Kansans*”, 1918, Ouvrage publié sur Internet : www.skyways.lib.ks.us/genweb/archives/1918.
- **Davis W.C.** : “*Brother against Brother*”, Time Life Books, Alexandria, Va., 1983.
- **Forner E.** : “*Slavery and Politics*” in “*American Civil War*”, London, 1984.
- **Garraty J.A.** : “*The American Nation to 1877*”, New York, 1966.

⁵⁰ T. Goodrich, “*War to the Knife*”, p. 224.

⁵¹ “*John Brown’s raid*” in *National Park History Series*.

- **Goodrich T.** : “*War to the Knife*”, Stackpole Books, Mechanicsburg, Pa., 1998.
- **Hyman E.M.** : “*The Politics of War*” in “*American Civil War*”, London, 1984.
- **MacLeod D.J.** : “*The Great Issue of the Age*” in “*American Civil War*”, London, 1984.
- **Mathews D.G.** : “*I Will be Heard*” in “*American Civil War*”, London, 1984.
- **McPherson J.M.** : “*The Illustrated Battle Cry of Freedom*”, Oxford Univ. Press, 2003.
- **National Park Service** : “*John Brown’s Raid*”, History Series, 1973.
- **Ward G.C.** : “*The Civil War*”, New York, 1990.
- **Williams R.H.** : “*With the Border Ruffians*”, Toronto, 1919.
- **Williams T.H.** : “*The Coming of the War*” in “*The Image of War*”, vol. 1, New York, 1981.
- **Weisberger B.A.** : “*Encyclopedia of American History*”, New York, 1975.

Références Internet

- **William Lloyd Garrison**
www.community.middlebury.edu/~fahmed/garrison.htm
- **Bleeding Kansas, Judgment Day, Africans in America**
www.pbs.org/wgbh/aia/part4/4p2952.html
- **Outline of American History : Sectional Conflict**
www.uninfo.state.gov/usa/infousa/facts/history/ch6.htm
- **Kansas, a Cyclopedia of State History**
www.skyways.lib.ks.us/genweb/archives/1912
- **Bleeding Kansas**
www.civilwaralbum.com/misc/kansas_bld1.htm
- **Bleeding Kansas by Michael Holt**
www.dig.lib.niu.edu/message/ps-bleedingkansas.html
- **Bleeding Kansas: A Narrative Guide to the Sources**
<http://www.assumption.edu/ahc/Kansas/default.html>
- **Bleeding Kansas Politics**
www.billbolte.com/sites/abolitionist/chapters/08
- **John Brown and the Pottawatomie Killings**
www.xroads.virginia.edu/~hyper/hns/kansas/jbrown.html
- **General Jim Lane**
www.xroads.virginia.edu/~hyper/hns/kansas/jlane.html
- **The Wakarusa War and Bleeding Kansas**
www.lupinfo.com/encyclopedia/K/Kansas-history-the-wakarusa-war-kansas.html
- **Notes on the Proslavery March Against Lawrence**
www.kancoll.org/khq/1942/42_1_proslavery.htm
- **A History of Lawrence, Kansas by R. Cordley**
http://www.kancoll.org/books/cordley_history
- **Col. Henry Theodore Titus in Bleeding Kansas**
www.rose-hulman.edu/~delacova/titus-bleeding-kansas.htm
- **Kansas State Historical Society**
www.kshs.org/research/topics/war/bleeding.htm
- **The Dred Scott Decision**
<http://www.nps.gov/jeff/ocv-dscotttd.htm>